



Rapport financier semestriel 2012

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES.....	7
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	43
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	47



Rapport semestriel d'activité

Rapport d'activité semestriel
1^{er} semestre 2012

1. Chiffre d'affaires consolidé du Groupe du premier semestre 2012 en progression de 2.6% à Taux de change et périmètre constant

Le chiffre d'affaires semestriel s'établit à 164.1 M€ contre 168.8 M€ à fin juin 2011, ce qui correspond à une baisse de -2.8%. A taux de change et périmètre constant le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 est en amélioration de 3% par rapport à celui du premier semestre 2011.

En milliers d'euros	2012	2011 Retraité	Réelle	à taux de change et périmètre constants	T2	T2
					2012	2011
Europe du Sud Ouest	71 187	88 234	-19,3%	-3,7%	37 781	47 172
Europe du Nord et de l'Est	72 108	63 182	14,1%	10,0%	36 590	33 880
Afrique et Moyen Orient	20 757	17 360	19,6%	17,7%	9 990	9 605
TOTAL	164 052	168 776	-2,8%	3,0%	84 361	90 657

L'évolution du deuxième trimestre confirme les tendances enregistrées sur le premier trimestre avec une progression des zones Europe du Nord et de l'Est et Afrique Moyen Orient et un ralentissement sur la zone Europe du Sud-Ouest. A noter que le premier semestre 2011 incluait 12.7 M€ de chiffre d'affaires au titre de l'activité défense qui a été cédée. C'est ce qui explique l'essentiel de l'écart entre l'évolution réelle et celle à taux de change et périmètre constant.

2. Résultat

La rentabilité opérationnelle courante est en retrait à 3.7M€ contre 5.9 M€ à fin juin 2011 retraits des activités abandonnées. Cette évolution traduit l'impact de la très forte hausse des matières premières enregistrées sur le premier trimestre 2012. A périmètre constant, la part des achats consommés a ainsi progressé de 2 points pour atteindre 48% du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant s'établit à 2% du chiffre d'affaire contre 3.5% sur le premier semestre 2011 retraits des activités abandonnées.

Il faut noter que la rentabilité opérationnelle courante du groupe au premier semestre 2012 (3.7M€) s'est améliorée par rapport au deuxième semestre 2011 (3.4M€)

La rentabilité opérationnelle du groupe s'en trouve cependant affectée dans une moindre mesure s'établissant à 4.3 M€ contre 5.6 M€ en 2011 (retraitée des activités abandonnées).

Le résultat net part du groupe s'améliore nettement passant de +0.3M€ à fin juin 2011 à +0.9M€ à fin juin 2012. Cette amélioration, s'explique par l'amélioration du résultat financier, du résultat des activités abandonnées et de l'impôt.

Le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Sud-Ouest est en baisse, il se traduit ainsi par une perte de -0.6M€ contre un profit de 2.8 M€ au premier semestre 2011 retraité des activités abandonnées. Cette baisse résulte à la fois de la hausse des matières premières évoquée plus haut, et de la baisse de la performance des entités Italiennes et Espagnoles qui ont connues une faible activité au premier semestre.

Le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Nord et de l'Est progresse lui nettement passant de +1.4M€ à 1.6 M€ soit une progression de 18,5% plus rapide que la progression du chiffre d'affaires (+14%). Cette amélioration traduit la meilleure capacité de la zone à répercuter la hausse des matières premières sur le prix de vente. Elle résulte également de la très bonne performance de la Scandinavie dans un marché dynamique.

Le résultat opérationnel courant de la Zone Afrique Moyen-Orient est également très bien orienté s'établissant à 2.7 M€ contre 1.8 M€ sur la même période de 2011 (+52%). Elle dépasse largement la progression du chiffre d'affaires (+20% sur le semestre). Ceci traduit l'excellente performance des entités Africaines du groupe EPC qui toutes voient leur activité et leur résultat progresser.

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Poursuite des simplifications juridiques

La société Kinsite qui assurait la distribution des produits explosifs d'EPC France en région Rhône Alpes a été cédée par EPC SA à EPC France en décembre 2011. Cette société a été fusionnée avec EPC France en date du 5 janvier 2012. Cette dernière opération achève la réorganisation juridique des activités Explosifs et Forage Minage en France.

Les sociétés holding Génissiat Participations et SOCCAP ont été fusionnées également par Transfert Universel de Patrimoine (TUP) avec EPC SA avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

Arrêt de la cour d'appel de Paris en faveur du groupe EPC dans le litige DGC

Par un arrêt du 1er mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010 et débouté les sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant in solidum à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile, et les dépens.

Cet arrêt, qui est exécutoire, leur fait obligation de rembourser à EPC la somme de 811 000 € versée en exécution du jugement de première instance.

Il confirme la position du groupe EPC, qui considère depuis le début que la procédure initiée par DGC et FC est sans fondement.

DGC et FC se sont exécutées en mars 2012.

Le 4 avril 2012, FC/DGC se sont pourvues en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 1er mars 2012.

Ouverture d'une information judiciaire dans le dossier STIPS TI

L'assignation devant le TGI de Thionville mentionnée dans le rapport annuel 2011 n'a pas connue d'évolution significative.

En revanche, au cours du premier semestre 2012, à la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten et STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ouverture de cette information judiciaire qui intervient après plusieurs années d'enquête conforte la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

Signature d'un nouveau contrat en Guinée

Un contrat a été signé en Guinée en janvier 2012 par EPC Guinée avec la société Bellzone. Ce contrat, d'une durée de 3 ans renouvelable pour 2 ans supplémentaires, concerne une prestation complète de minage, de fourniture d'explosifs et des accessoires de tir pour la mine de fer de Forécariah. Sur la première période de 3 ans, le contrat représente un chiffre d'affaires cumulé attendu de 12 millions de Dollars Américains.

Signature de deux contrats important dans le domaine des Travaux Publics

Le groupe EPC a signé deux contrats importants portant

- d'une part chez EPC France sur la fourniture des explosifs pour l'ensemble du chantier de la LGV Sud Ouest (Tour-Bordeaux)
- d'autre part chez EPC Italia sur la fourniture des explosifs pour la modernisation par agrandissement du Port de Gênes en Italie.

4. Evolution prévisible pour le semestre à venir

La baisse des prix d'achat du Nitrate d'Amonium enregistrée à partir d'avril 2012 par le groupe devrait l'aider à reconstituer ses marges sur le deuxième semestre.

L'évolution contrastée de l'activité suivant les zones devraient se confirmer traduisant ainsi au niveau du groupe les évolutions macro-économiques touchant les régions géographiques dans lesquelles le groupe est présent.

Le 31 août 2012



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ.....	9
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	10
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	11
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	12
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	14

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Activités poursuivies				
Produit des activités ordinaires	4.1	164 052	168 776	169 457
Autres produits		536	1 005	1 005
Achats consommés		(79 811)	(82 213)	(82 533)
Autres achats et charges externes	5.1	(39 637)	(39 269)	(40 144)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.2	1 885	610	610
Charges de personnel	5.3	(36 635)	(36 242)	(36 471)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(6 080)	(6 780)	(6 812)
Dotations et reprises de provisions		542	1 349	1 072
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(1 141)	(1 312)	(1 708)
Résultat opérationnel courant		3 711	5 924	4 476
Autres produits et charges opérationnels	5.5	650	(324)	(324)
Résultat opérationnel		4 361	5 600	4 152
Coût de l'endettement financier net	5.6	(1 636)	(1 527)	(1 527)
Autres produits et charges financiers	5.6	(2)	(560)	(560)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6.4	836	793	793
Résultat avant impôt		3 559	4 306	2 858
Impôt sur les résultats	5.7	(2 268)	(2 585)	(2 200)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		1 291	1 721	658
Résultat net des activités abandonnées	8	(343)	(1 135)	(72)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		948	586	586
Résultat net – part du groupe		857	260	260
Résultat net – part des minoritaires		91	326	326
Résultat par action de l'activité globale – part du groupe				
Résultat par action		4,22	1,28	1,28
Résultat par part de fondateur		7,27	6,70	2,21
Résultat dilué par action		4,22	1,28	1,28
Résultat dilué par part de fondateur		7,27	6,70	2,21

L'information concernant l'écart entre le résultat 30 juin 2011 retraité et publié figure au paragraphe 3.4

ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Résultat net total	948	586	586
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	1 011	(1 035)	(1 035)
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	(17)	(193)	(193)
Ecarts actuariels (nets d'impôt)	248	78	78
Variation de la réserve de couverture (nette d'impôt)	(57)	(80)	(80)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 185	(1 230)	(1 230)
Résultat global	2 133	(644)	(644)
<i>dont quote-part du Groupe</i>	<i>2 011</i>	<i>(924)</i>	<i>(924)</i>
<i>dont quote-part revenant aux minoritaires</i>	<i>122</i>	<i>280</i>	<i>280</i>

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	31 853	31 439
Immobilisations incorporelles	6.2	392	466
Immobilisations corporelles	6.3	87 602	86 028
Participations dans les entreprises associées	6.4	3 640	4 228
Autres actifs financiers non courants	6.6	1 082	1 093
Actifs d'impôts différés	6.12	10 214	10 371
Autres actifs long terme		448	176
Total actifs non courants		135 231	133 801
Stocks	6.7	31 864	29 329
Clients et autres débiteurs	6.8	105 075	99 176
Créances fiscales		1 154	898
Actifs financiers courants	(*)	-	-
Autres actifs courants		5 914	3 671
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	28 102	24 682
Total actifs courants		172 109	157 756
Groupes d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		307 340	291 557
PASSIF			
Capital	6.10	5 220	5 220
Réserves		96 606	97 270
Résultat net de l'exercice – part du groupe		857	(1 402)
Capitaux propres part du groupe		102 683	101 088
Intérêts minoritaires		2 573	2 554
Capitaux propres		105 256	103 642
Dettes financières non courantes	6.11	28 709	27 539
Passifs d'impôts différés	6.12	1 222	1 088
Provisions pour avantages aux salariés	6.13	11 780	12 048
Autres provisions non courantes	6.14	20 219	20 993
Autres passifs long terme		734	216
Total passifs non courants		62 664	61 884
Fournisseurs et autres créditeurs	6.15	88 540	80 506
Dettes d'impôt		1 475	942
Dettes financières courantes	6.11	44 441	39 750
Autres provisions courantes	6.14	2 514	2 972
Autres passifs courants		2 450	1 861
Total passifs courants		139 420	126 031
Total dettes		202 084	187 915
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF		307 340	291 557

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ (*)

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Résultat net consolidé		948	586	586
Elim. du résultat des mises en équivalence		(836)	(793)	(793)
Elim. des amortissements et provisions		4 523	5 424	5 424
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(145)	(70)	(70)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		33	-	-
Elim. De l'effet d'actualisation	5.6	72	367	367
Elim. des produits de dividendes		(25)	-	-
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		4 570	5 514	5 514
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.7	2 268	2 585	2 227
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.6	1 638	1 527	1 527
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		8 476	9 626	9 268
Incidence de la variation du BFR	6.16	(426)	(9 445)	(9 445)
Impôts payés		(1 245)	(1 933)	(1 575)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		6 805	(1 752)	(1 752)
Incidence des variations de périmètre	6.17	-	(5 981)	(5 981)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(5 746)	(4 418)	(4 418)
Acquisition d'actifs financiers		(11)	(136)	(136)
Variation des prêts et avances consentis		(1 040)	205	205
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		536	881	881
Cession d'actifs financiers		5	27	27
Dividendes reçus	6.4	657	1 478	1 478
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(5 599)	(7 944)	(7 944)
Augmentation de capital		-	-	-
Emission d'emprunts	6.11	10 682	5 377	5 377
Remboursement d'emprunts	6.11	(5 497)	(11 703)	(11 703)
Intérêts financiers nets versés		(1 252)	(1 553)	(1 553)
Transactions entre actionnaires : acquisitions / cessions partielles		182	(92)	(92)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(416)	-	-
Dividendes payés aux minoritaires		(50)	10	10
Autres flux liés au financement	(**)	-	(500)	(500)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		3 649	(8 461)	(8 461)
Incidences de la variation des taux de change		230	(94)	(94)
Incidence des changements de principes comptables		-	-	-
Variation de la trésorerie		5 086	(18 251)	(18 251)
Trésorerie d'ouverture	6.9	12 851	28 467	28 467
Trésorerie de clôture	6.9	17 937	10 216	10 216
Variation de la trésorerie		5 086	(18 251)	(18 251)

(*) Les flux de trésorerie incluent les activités abandonnées présentées ci-dessous.

(**) Les autres flux de financement correspondant aux engagements bancaires pris par le groupe pour le compte du groupe STIPS TI.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 Publié
Résultat net consolidé	(343)	(1 135)	(72)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(151)	(287)	18
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(107)	(92)	(74)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	4	109	91
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	24	-	-
Incidence de la variation de taux de change	-	-	-
Variation de la trésorerie	(79)	17	17
Trésorerie d'ouverture	(178)	(206)	(206)
Trésorerie de clôture	(257)	(189)	(189)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat part du groupe	Réserves de conversion	Total capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
----------------------------	----------------	-----------------	---	------------------------	---	-----------------------	------------------------

Total au 31 décembre 2010	5 220	(2 478)	103 039	(1 773)	104 008	3 512	107 520
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(7)	(1 177)	(1 184)	(46)	(1 230)
Résultat net de l'exercice	-	-	260	-	260	326	586
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	253	(1 177)	(924)	280	(644)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	(113)	(113)
Variations de périmètre (*)	-	-	207	-	207	(548)	(341)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2011	5 220	(2 478)	103 499	(2 950)	103 291	3 131	106 422

Total au 31 décembre 2011	5 220	(2 478)	98 503	(157)	101 088	2 554	103 642
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	153	1 001	1 154	31	1 185
Résultat net de l'exercice	-	-	857	-	857	91	948
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	1 010	1 001	2 011	122	2 133
Dividendes versés	-	-	(416)	-	(416)	(100)	(516)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(3)	(3)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2012	5 220	(2 478)	99 097	844	102 683	2 573	105 256

(*) Les variations de périmètre au cours du premier semestre 2011 sont liées à des renforcements du contrôle du groupe dans des filiales déjà consolidées en intégration globale pour 207K€.



Annexe aux états financiers consolidés du premier semestre 2012

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	18
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012.....	18
2.1. Evolution du périmètre de consolidation	18
2.2. Evolution prévisible pour le semestre à venir	18
3. PRINCIPES COMPTABLES.....	18
3.1. Principes généraux et normes comptables	18
3.2. Recours à des estimations	20
3.3. Changement de méthode	20
3.4. Passage du résultat publié au résultat retraité au 30 juin 2011.....	21
4. INFORMATION SECTORIELLE	21
4.1. Informations comparatives	21
4.2. Résultats sectoriels	22
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie.....	24
4.4. Investissements sectoriels	24
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	24
5.1. Autres achats et charges externes.....	24
5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	25
5.3. Charges de personnel	25
5.4. Autres produits et charges d'exploitation.....	26
5.5. Autres produits et charges opérationnels	26
5.6. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	26
5.7. Impôt sur les résultats.....	27
6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	28
6.1. Écarts d'acquisition	28
6.2. Immobilisations incorporelles	28
6.3. Immobilisations corporelles	29
6.4. Participation dans les entreprises associées	30
6.5. Participation dans les co-entreprises	31
6.6. Autres actifs financiers non courants	31
6.7. Stocks et en cours	32
6.8. Clients et autres débiteurs	32
6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	33
6.10. Capital	33
6.11. Dettes financières	34
6.12. Impôts différés au bilan.....	35
6.13. Provisions pour avantages aux salariés	36
6.14. Autres provisions.....	36
6.15. Fournisseurs et autres créditeurs	37
6.16. Besoin en Fonds de Roulement.....	37
6.17. Incidence des variations de périmètre	37
6.18. Engagements financiers.....	38
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES.....	38

7.1. Contrôle.....	38
7.2. Relation avec les filiales.....	38
7.3. Transactions avec des parties liées.....	38
8. ABANDONS D'ACTIVITÉS	38
8.1. Arrêt des activités de EEI.....	39
8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services	39
8.3. Arrêt des activités de BFMS	39
8.4 Liquidation de STIPS TI	39
8.5 Arrêt des activités Océan Indien	40
9. SOCIÉTÉS DU GROUPE.....	41
10. ÉVÈNEMENTS POST CLOTURE	42

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage)La démolition
- autres activités diversifiées (produits chimiques et logistique).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2012, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012

2.1. Evolution du périmètre de consolidation

2.1.1. Transmission Universelle de Patrimoine et dissolution de sociétés

En date du 5 janvier 2012, la société Kinsite qui assure la distribution des produits explosifs d'EPC France en région Rhône Alpes a été fusionnée par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec EPC France

En date du 05 mai 2012, les sociétés GENISSIAT PARTICIPATIONS et SOCCAP SAS ont été absorbées par la société EPC S.A.

2.2. Evolution prévisible pour le semestre à venir

La baisse des prix d'achat du Nitrate d'Amonium enregistrée à partir d'avril 2012 par le groupe devrait l'aider le groupe à reconstituer ses marges sur le deuxième semestre.

L'évolution contrastée de l'activité suivant les zones devraient se confirmer traduisant ainsi au niveau du groupe les évolutions macro-économiques touchant les régions géographiques dans lesquelles le groupe est présent.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. Principes généraux et normes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Principe général

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre

ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2011.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture au 31 décembre 2011 ont été approuvés par le conseil d'administration et déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2011) ; les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2011) ont été émis sans réserve.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.2. Normes, mises à jour et interprétations entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2012 et qui n'ont pas d'impact sur l'information financière présentée

- Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers » applicable à compter du 1er juillet 2011. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 23 novembre 2011 ;

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2012 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- IFRS 9* « Instruments financiers » applicable à compter du 1er janvier 2015 et non adoptée encore par l'Union Européenne ;
- Amendement à IAS 27* « Etats financiers individuels » applicable au 1er janvier 2013, l'Efrag propose que sa date d'application soit reportée au 1er janvier 2014 ;
- Amendement à IAS 28* « Participation dans des entreprises associées et coentreprises ». IAS 28 a été modifié pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10 "Etats financiers consolidés", IFRS 11 "Accords conjoints" et IFRS 12 "Informations à fournir sur les participations dans les autres entités". La date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier, 2013, l'Efrag propose que sa date d'application soit reportée au 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 10* « Consolidated Financial Statements ». La date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 10 est fixée par l'IASB au 1^{er} janvier 2013, l'Efrag propose que sa date d'application soit reportée au 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 11* « Joint Arrangements » annule et remplace IAS 31 "Participation dans des coentreprises" et SIC - 13 "Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs", la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2013, l'Efrag propose que sa date d'application soit reportée au 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 12* « Disclosure of Interests in Other Entities ». L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées. IFRS

12 est applicable à partir du 1er janvier 2013, l'Efrag propose que sa date d'application soit reportée au 1^{er} janvier 2014 ;

- IFRS 13* « Fair Value Measurement ». La date d'application fixée par l'IASB concerne les périodes annuelles débutant le 1^{er} janvier 2013 ou après et non adoptée encore par l'UE.
- Amendements à IFRS 1* « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants » applicables à compter du 1^{er} juillet 2011 ;
- Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » applicables à partir des exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 5 juin 2012 ;
- Amendements à IAS 12* « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents ». Ces nouvelles dispositions introduisent une présomption selon laquelle l'actif est recouvert entièrement par la vente, à moins que l'entité puisse apporter la preuve que le recouvrement se produira d'une autre façon, ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies » applicables à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 5 juin 2012 ;
- IFRIC 20* « frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » applicable à compter du 1^{er} janvier 2013.

* normes non encore adoptées par l'Union Européenne

3.2. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. Changement de méthode

Le groupe EPC a décidé pour les exercices publiés à compter du 30 juin 2012 de reclasser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée en impôts sur les bénéfices (CVAE). Ce changement de méthode est motivé par le fait d'avoir un traitement homogène des taxes comptabilisées en impôt sur les bénéfices au niveau de l'ensemble des filiales du groupe.. La direction financière du Groupe EPC a donc jugé que la CVAE devait plutôt être assimilée à un impôt sur les bénéfices qu'à une charge opérationnelle.

Le groupe a donc reclassé en impôt sur les bénéfices au 30 juin 2012 une charge de 385 K€ et au 30 juin 2011 358 K€.

Dans le cadre de ce changement de méthode, une évaluation de l'impôt différé passif supplémentaire au titre des économies supplémentaires d'impôt qui surviendront au gré des amortissements des actifs immobilisés a été réalisée. L'impact étant peu significatif, il a été décidé de ne pas comptabiliser cet impôt différé complémentaire.

3.4. Passage du résultat publié au résultat retraité au 30 juin 2011

Conformément à la norme IFRS 5, l'activité Océan Indien abandonnée le 2^{ème} semestre 2011 a été reclassée comme telle dans le compte de résultat retraité au 30 juin 2011, comme mentionnée dans la note 8.5.. Sauf indication contraire, les notes annexées relatives au 30 juin 2011 concernent les éléments publiés.

Afin d'assurer la comparabilité des chiffres, conformément au changement de méthode décrit au paragraphe 3.3 ci-dessus, la CVAE a été reclassée dans le compte de résultat retraité au 30 juin 2011 du poste « Autres produits et charges d'exploitation » au poste « Impôts sur les résultats »

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – *secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Jusqu'au 31 décembre 2011, les secteurs présentés par le Groupe étaient les suivants :

- Zone 1 - France et Benelux
- Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est
- Zone 3 - Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Afin de se conformer aux modifications d'organisation intervenues fin 2011, il a été décidé de légèrement modifier les secteurs opérationnels en transférant l'Italie et L'Espagne de la zone 3 à la zone 1. A cette occasion, les zones ont été renommées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe du Sud et de l'Ouest
- Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est
- Zone 3 – Afrique, Moyen Orient

Les chiffres 2011 sont donnés suivant les nouveaux secteurs opérationnels.

4.1. Informations comparatives

4.1.1. Produit des activités ordinaires par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	Variation %	30 juin 2011 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	71 187	88 234	-19,32%	63 551
Europe du Nord et de l'Est	72 108	63 182	14,13%	63 182
Afrique Moyen Orient	20 757	17 360	19,57%	42 724
Total	164 052	168 776	-2,80%	169 457

Variation du produit des activités ordinaires à taux de change, périmètre et présentation constants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 Retraité	Variation %	30 juin 2011 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	71 187	76 050	-6,39%	63 551
Europe du Nord et de l'Est	72 108	65 583	9,95%	63 182
Afrique Moyen Orient	20 757	17 640	17,67%	42 724
Total	164 052	159 273	3,00%	169 457

L'écart entre la variation réelle et celle à périmètre et taux de change constants des produits des activités ordinaires s'explique pour 12M€ par le chiffre d'affaire résiduel sur 2011 de l'activité Défense, cédée en 2010, de la filiale italienne et pour 2M€ par des effets de change.

4.1.2. Résultat opérationnel courant par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	(609)	2 786	438
Europe du Nord et de l'Est	1 625	1 371	1 370
Afrique Moyen Orient	2 695	1 767	2 668
Total	3 711	5 924	4 476

4.1.3. Résultat net par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	(1 740)	(1 257)	(1 346)
Europe du Nord et de l'Est	797	583	583
Afrique Moyen Orient	1 891	1 260	1 349
Total	948	586	586

4.2. Résultats sectoriels

4.2.1. Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Produit des activités ordinaires	77 218	94 504	69 429
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(6 031)	(6 270)	(5 878)
Produit des activités ordinaires	71 187	88 234	63 551
Résultat opérationnel courant	(610)	2 786	438
Résultat opérationnel	100	2 534	186
Charges financières – net	(1 262)	(1 518)	(986)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat avant impôts	(1 162)	1 016	(800)
Impôt sur les résultats	(543)	(1 433)	(769)
Résultat net – activités poursuivies	(1 705)	(417)	(1 569)
Résultat net – activités abandonnées	(35)	(840)	223
Résultat net total	(1 740)	(1 257)	(1 346)

4.2.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Produit des activités ordinaires	72 414	63 373	63 373
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(306)	(191)	(191)
Produit des activités ordinaires	72 108	63 182	63 182
Résultat opérationnel courant	1 625	1 371	1 370
Résultat opérationnel	1 565	1 298	1 298
Charges financières – net	(120)	(387)	(387)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat avant impôts	1 445	911	911
Impôt sur les résultats	(648)	(328)	(328)
Résultat net – activités poursuivies	797	583	583
Résultat net – activités abandonnées	-	-	-
Résultat net total	797	583	583

4.2.3. Afrique Moyen Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
----------------------------	---------------------	----------------------------------	--------------------------------

Produit des activités ordinaires	61 434	47 194	43 187
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(40 677)	(29 833)	(463)
Produit des activités ordinaires	20 757	17 361	42 724
Résultat opérationnel courant	2 695	1 767	2 668
Résultat opérationnel	2 696	1 767	2 668
Charges financières – net	(257)	(182)	(714)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	836	793	793
Résultat avant impôts	3 276	2 378	2 747
Impôt sur les résultats	(1 077)	(823)	(1 103)
Résultat net – activités poursuivies	2 199	1 555	1 644
Résultat net – activités abandonnées	(308)	(295)	(295)
Résultat net total	1 891	1 260	1 349

4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie

4.3.1. Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(2 941)	(3 317)	(2 933)
Dot/Rep. aux provisions	504	844	603

4.3.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(2 548)	(3 049)	(3 049)
Dot/Rep. aux provisions	92	468	468

4.3.3. Afrique Moyen Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(591)	(414)	(830)
Dot/Rep. aux provisions	(54)	37	1

4.4. Investissements sectoriels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Europe du Sud (dont Holding)	2 165	2 288	1 958
Europe du Nord et de l'Est	972	1 153	1 153
Afrique Moyen Orient	2 609	977	1 307
Investissements (incorp&corp)*	5 746	4 418	4 418

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1. Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Autres services extérieurs	(2 798)	(2 473)	(2 473)
Locations	(6 828)	(7 159)	(7 367)
Prestations générales Groupe (1)	(3 901)	(3 323)	(3 337)
Entretien et grosses réparations	(4 355)	(4 525)	(4 710)
Commissions sur vente	(1 162)	(1 476)	(1 476)
Frais de transport	(8 865)	(8 736)	(8 864)
Frais de déplacement	(3 246)	(3 331)	(3 433)
Intérimaires	(2 089)	(1 573)	(1 787)
Assurance	(2 099)	(2 151)	(2 163)
Honoraires	(1 925)	(2 077)	(2 080)
Autres achats et charges externes	(2 369)	(2 445)	(2 454)
Total des autres achats et charges externes	(39 637)	(39 269)	(40 144)

(1) Les prestations générales Groupe correspondent à des prestations de services facturées par des parties liées du groupe.

5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Production stockée de biens	1 171	144	144
Variation d'en-cours de production de biens	735	340	340
Variation d'en-cours de production de services	(21)	126	126
Total	1 885	610	610

5.3. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Rémunérations	(25 935)	(25 489)	(25 624)
Charges sociales	(9 886)	(9 719)	(9 813)
Autres charges de personnel	(814)	(1 034)	(1 034)
Total charges de personnel	(36 635)	(36 242)	(36 471)

5.4. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Production immobilisée	597	367	367
Subventions d'exploitation (1)	142	37	37
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	-	-	-
Produits de cession d'immobilisations	532	1 230	1 248
Autres produits d'exploitation	1 167	1 774	1 774
Total autres produits	2 438	3 408	3 426
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(389)	(991)	(999)
Impôts et taxes	(2 060)	(1 515)	(1 921)
Autres charges d'exploitation	(1 130)	(2 214)	(2 214)
Total autres charges	(3 579)	(4 720)	(5 134)
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 141)	(1 312)	(1 708)

(1) Dans les subventions d'exploitation figurent le crédit d'impôt recherche pour 53K€ en 2012 et 39 K€ en 2011.

5.5. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Plan de restructuration Filiale irlandaise	(60)	(72)	(72)
Plan de restructuration EPC France (1)	-	(250)	(250)
Frais d'acquisition des titres EPC SA (2)	-	(2)	(2)
	710	-	-
Total autres produits et charges opérationnels	650	(324)	(324)

(1) Plan de restructuration suite au déplacement du siège social d'EPC France à Saint Martin de Crau

(2) Ce produit de 710K€ correspond à l'impact de la reprise de provision sur le litige DG Construction tel que décrit dans le rapport d'activité point 3.

5.6. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	67	28	28
Charges d'intérêts	(1 703)	(1 555)	(1 555)
Coût de l'endettement financier net	(1 636)	(1 527)	(1 527)
Pertes de change	(206)	(1 023)	(1 023)
Gains de change	385	987	987
Coût financier sur avantages au personnel (« interestcost »)	(101)	(142)	(142)
Charge de désactualisation des provisions (note 6.14)	(72)	(367)	(367)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	25	-	-
Dotations et reprises aux provisions financières	-	1	1
Autres charges financières	(195)	(194)	(194)
Autres produits financiers	162	178	178
Autres produits et charges financiers	(2)	(560)	(560)
Total du résultat financier	(1 638)	(2 087)	(2 087)

5.7. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 939)	(2 115)	(1 730)
(Charge) / produit d'impôts différés	(329)	(470)	(470)
Total	(2 268)	(2 585)	(2 200)
Impôts reclassé en activités abandonnées	4	(27)	(27)
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(2 272)	(2 612)	(2 227)

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	2 021	1 993	1 993
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	(674)	(664)	(664)
Déficits reportables de la période non activés	(1 510)	(1 605)	(1 605)
Déficits activés sur la période	-	-	-
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	545	205	205
Différentiel de taux sur résultat étranger	(62)	251	251
Autres différences permanentes **	(567)	(772)	(387)
Impôt effectivement comptabilisé	(2 268)	(2 585)	(2 200)
Taux d'impôt effectif	*	*	*

* La non activation des déficits conduit au calcul d'un taux d'impôt effectif sans signification.

** Dans les autres différences permanentes au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011 retraité sont incluses l'impact de la CVAE pour les montants respectifs suivants (385) K€ et (359) K€

Au 30 juin 2012, le Groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 3 352 K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des quatre prochaines années. Le calcul du résultat fiscal prévisionnel prend en compte une plus-value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIREDIRECT.

Au 30 juin 2012, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non activé d'impôt différé de 14 228 K€ au titre des déficits reportables

Les taux d'impôt applicables sont identiques aux taux appliqués au 31 décembre 2011.

6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
A l'ouverture		
Valeur brute	33 382	23 335
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	31 439	21 392
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre (1)	-	9 049
Ecart de conversion	413	998
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
A la clôture		
Valeur brute	33 795	33 382
Pertes de valeur cumulées (2)	(1 942)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	31 853	31 439

(1) La variation des écarts d'acquisition au 31 décembre 2011 est liée à l'entrée dans le périmètre de la société Modern Chemical Services

(2) Les pertes de valeurs cumulées concernent l'UGT démolition.

Tests de perte de valeur

Au 30 juin 2012, la revue des indices de perte de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2011. Aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2011 et 2012.

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres immosincorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2011					
Valeurs brutes	1 299	714	37	786	2 836
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 188)	(430)		(752)	(2 370)
Valeur nette au 31 décembre 2011	111	284	37	34	466
Acquisitions	15	-	-	18	33
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(2)	-	-	1	(1)
Amortissements et dépréciations	(28)	(68)	-	(10)	(106)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 juin 2012	96	216	37	43	392
Au 30 juin 2012					
Valeurs brutes	1 312	714	37	801	2 864
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 216)	(498)	-	(758)	(2 472)
Valeur nette au 30 juin 2012	96	216	37	43	392

6.3. Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres immoscop.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2011					
Valeurs brutes	54 975	124 113	37 253	4 751	221 092
Amortissements cumulés et dépréciations	(21 948)	(84 873)	(27 565)	(526)	(134 912)
Perte de valeur (2)		(152)			(152)
Valeur nette au 31 décembre 2011	33 027	39 088	9 688	4 225	86 028
Acquisitions	253	2 305	1 071	3 514	7 143
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	-	(364)	(26)	(19)	(409)
Ecart de conversion	189	366	65	138	758
Amortissements et dépréciations	(509)	(4 282)	(1 368)	-	(6 159)
Autres mouvements (3)	191	1 046	344	(1 340)	241
Valeur nette au 30 juin 2012	33 151	38 159	9 774	6 518	87 602
Au 30 juin 2012					
Valeurs brutes	55 776	127 196	38 564	7 044	228 580
Amortissements cumulés et dépréciations	(22 625)	(89 037)	(28 790)	(526)	(140 978)
Perte de valeur (2)	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 juin 2012	33 151	38 159	9 774	6 518	87 602

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Concerne BFMS et Nitrokémine

(3) Les autres mouvements correspondent principalement au reclassement des immobilisations en cours et du reclassement d'immobilisation en stock .

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>		30 juin 2012	31 décembre 2011
Constructions	Valeur brute	153	147
	Amortissements et dépréciations cumulés	(77)	(70)
	Valeur nette comptable	76	77
ITMO	Valeur brute	17 591	17 275
	Amortissements et dépréciations cumulés	(10 846)	(10 811)
	Valeur nette comptable	6 745	6464
Autres immobilisations corporelles	Valeur brute	5 560	5572
	Amortissements et dépréciations cumulés	(3 941)	(3 674)
	Valeur nette comptable	1 619	1898

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	30	52
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 144	4 768
	7 174	4 820
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	(1 454)	(614)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	212
	(1 428)	(402)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	5 746	4 418

6.4. Participation dans les entreprises associées

Au 30 juin 2012, comme au 31 décembre et au 30 juin 2011, les participations dans les entreprises associées sont constituées essentiellement des titres AREX..

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Valeur à l'ouverture de l'exercice	4 228	3 982
Quote-part du résultat	836	1 663
Ecart de conversion	(17)	209
Dividendes	(1 407)	(1 626)
Variation de périmètre	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	3 640	4 228

Réconciliation des « dividendes reçus » des notes 5.6 et 6.4 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	25	-
Dividendes distribués par les entreprises associées	1 407	1 478
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(775)	-
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	657	1 478

6.5. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans cinq co-entreprises : MCS, Kemek, Kemek US, Exor, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs courants	8 218	6 000
Actifs non courants	6 339	5 656
Actifs	14 557	11 656
Passifs courants	1 243	1 732
Passifs non courants	6 571	3 300
Passifs	7 814	5 032
Actif net	6 743	6 624
Produit des activités ordinaires	4 943	8 778
Charges	5 093	(8 930)
Résultat net	(150)	(152)

6.6. Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Titres de participation	1 510	1 481
Provisions sur titres de participation	(726)	(719)
Valeur nette des titres de participation	784	762
Créances rattachées à des participations	3	3
Prêts non courants	74	77
Divers	221	251
Autres actifs financiers – valeur brute	298	331
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	298	331
Total autres actifs financiers non courants	1 082	1 093

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Exchem Explosives Ltd	142	142
Townend farm partnership	115	115
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
Autres participations	378	356
Valeur nette des titres de participation	784	762

6.7. Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2011	9 274	1 004	5 063	13 988	29 329
Valeurs brutes	9 637	1 004	5 300	14 138	30 079
Provisions cumulées	(363)	-	(237)	(150)	(750)
Valeur nette au 31 décembre 2011	9 274	1 004	5 063	13 988	29 329
Mouvements de BFR	76	485	1 400	467	2 428
Dotations nettes aux provisions	(22)	-	24	61	63
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	101	33	20	106	260
Autres mouvements	-	-	-	(216)	(216)
Valeur nette au 30 juin 2012	9 429	1 522	6 507	14 406	31 864
Au 30 juin 2011					
Valeurs brutes	9 816	1 522	6 725	14 495	32 558
Provisions cumulées	(387)	-	(218)	(89)	(694)
Valeur nette au 30 juin 2012	9 429	1 522	6 507	14 406	31 864

6.8. Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Avances et acomptes	2 468	1 934
Créances clients	96 796	96 995
Autres créances(2)	5 447	1 228
Créances fiscales – hors IS	5 667	4 397
Comptes courants (1)	14 671	15 150
Dividendes à recevoir	779	4
Autres montants	711	809
Total des créances brutes	126 539	120 517
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6 758)	(6 635)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 509)	(14 509)
Autres dépréciations	(197)	(197)
Total des dépréciations	(21 464)	(21 341)
Total des clients et autres débiteurs	105 075	99 176

(1) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

(2) Les autres créances incluent 3382 K€ de créances cédées au Factor mais non mobilisées.

6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
VMP – Equivalents de trésorerie	4 175	4 097
Disponibilités (1)	23 927	20 585
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	28 102	24 682
Découverts bancaires	(10 165)	(11 831)
Total trésorerie nette	17 937	12 851
Trésorerie reclassé en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-
Trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	17 937	12 851

(1) Les disponibilités incluent un montant inchangé de 2 417 K€ nantis chez EPCapRé.

Le groupe dispose en plus des lignes disponibles dans les filiales, de lignes de crédit au niveau de la société EPC SA de 1 967 K€ non utilisée au 30 juin 2012, aux quelles il faut rajouter 3 382 K€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (Factor) mais non mobilisées au 30 juin 2012 voir point 6.8.

6.10. Capital

6.10.1. Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en milliers d'euros)
Au 30 juin 2012	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2011	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75ème du capital social.

6.10.2. Dividendes

Le groupe a procédé à la distribution d'un dividende de 416 K€.

6.11. Dettes financières

Dettes financières non courantes

En milliers d'euros	31 déc. 2011	Augmen- tation	Dimi- nution	Variations de périmètre	Juste valeur	Autres (1)	30 juin 2012
Emprunts bancaires (2)	22 130	4 373	(1 092)	-	-	(1 888)	23 523
Instruments de couverture de taux(3)	448	-	-	-	85	-	533
Dettes sur location financement	4 961	1 235	(1 023)	-	-	(520)	4 653
Total dettes financières non courantes	27 539	5 608	(2 115)	-	85	(2 408)	28 709

Dettes financières courantes

Emprunts bancaires (2)	12 411	1 505	(2 592)	-	-	2 314	13 638
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	6 582	3 390	-	-	-	-	9 972
Mobilisation de créances	5 551	1 406	-	-	-	-	6 957
Autres emprunts et dettes assimilées	687	9	(77)	-	-	50	669
Dettes sur location financement	2 593	256	(712)	-	-	612	2 749
Intérêts courus sur emprunt	95	390	(1)	-	-	(192)	292
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	27 919	6 956	(3 382)	-	-	2 784	34 277
Découverts bancaires	11 831	-	(1 879)	-	-	212	10 164
Total dettes financières courantes	39 750	6 956	(5 261)	-	-	2 996	44 441

(1) Dont écarts de conversion et reclassement.

(2) Sur un total de 37 161 K€ d'Emprunts bancaires, 20 570 K€ sont soumis à ratios :

- Ratio de Structure Financière : rapport de l'Endettement Financier Net Consolidé sur les Capitaux Propres. Il s'élève à 0,43 au 30 juin 2012, inférieur aux 0,75 exigés.
- Ratio de Levier Financier : rapport de l'endettement Financier Net Consolidé sur l'Excédent Brut d'Exploitation. Il s'élève à 2,49 au 30 juin 2012 inférieur au 2,50 exigés.

(3) Aucune nouvelle couverture de taux n'a été réalisée sur le semestre. Les Instruments de couverture existant ont été ajustés à leur juste valeur au 30 juin 2012.

Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2012	30 Juin 2011
Augmentation des dettes financières non courantes	5 608	4 418
Augmentation des dettes financières courantes	6 956	1 589
Retraitement de la variation des intérêts courus	(390)	(11)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	(1 492)	(619)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	10 682	5 377
Diminution des dettes financières non courantes	(2 115)	(1 886)
Diminution des dettes financières courantes	(3 382)	(9 825)
Retraitement de la variation des intérêts courus	1	8
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(5 497)	(11 703)

6.12. Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 31 décembre 2011	4 321	3 055	1 907	9 283
Enregistré au compte de résultat	(35)	1	(299)	(333)
Enregistré en capitaux propres	-	(93)	28	(65)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Différences de change	54	86	(33)	107
Reclassement	-	(5)	5	-
Reclassement en actifs destinés à être cédés	-	-	-	-
Au 30 juin 2012	4 340	3 044	1 608	8 992

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Impôts différés actifs	10 214	10 371
Impôts différés passifs	1 222	(1 088)
Impôts différés nets	8 992	9 283

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	(333)	(497)
Impôt reclassé sur activités abandonnées	4	27
Impôts différés au compte de résultat	(329)	(470)

6.13. Provisions pour avantages aux salariés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Valeur à l'ouverture de l'exercice	12 048	8 716
Dépenses reconnues en compte de résultat	(182)	539
Cotisations versées	(40)	(1 569)
Prestations servies	-	(104)
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(336)	4 459
Variations de périmètre	-	2
Différences de change	290	274
Actifs de retraites en actifs financiers	-	-
Autres mouvements	-	-
Reclassement actif financier en passif financier	-	(269)
Valeur à la clôture de l'exercice	11 780	12 048

6.14. Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres	Total
Au 31 décembre 2011	16 367	875	6 723	23 965
Provisions supplémentaires	-	-	1 846	1 846
Reprises (1)	-	(276)	(3 130)	(3 406)
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	72	-	-	72
Ecart de conversion	259	-	2	261
Autres	-	-	(5)	(5)
Au 30 juin 2012	16 698	599	5 436	22 733

- (1) L'évolution pour le groupe de deux dossiers ont permis des reprises de provision au cours de la période pour les montants suivant :
- Litige DG construction (EPC S.A.) 710 K€ (voir point 3 du rapport d'activité)
 - Sinistres assurances (EPCAPRE) 511 K€.

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Non courant	20 219	2 972
Courant	2 514	20 993
Total	22 733	23 965

6.15. Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dettes fournisseurs	59 743	56 078
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 145	80
Dettes sociales	10 128	9 728
Dettes fiscales	14 775	11 719
Autres dettes	2 749	2 901
Total	88 540	80 506

6.16. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	30 Juin 2012	30 Juin 2011
Stocks et en cours	2 493	1 165
Clients et autres débiteurs	4 562	17 484
Autres actifs long terme	270	(45)
Autres actifs courants	890	1 189
Sous total	8 215	19 793
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 122)	(9 933)
Autres passifs long terme	(438)	(430)
Autres passifs courants	(588)	15
Sous total	(8 148)	(10 348)
Besoin en fonds de roulement	67	9 445

6.17. Incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	-	819
Investissement en titres consolidés	-	(6 800)
Impact des entrées de périmètre	-	(5 981)
Variation des dettes sur immobilisations liée à la cession des titres consolidés	-	-
Variation de la trésorerie liée aux cessions	-	-
Impact des sorties de périmètre	-	-
Total des incidences de périmètre	-	(5 981)

Au 30 juin 2011, les incidences de variation de périmètre concernait uniquement l'entrée de la société MCS dans le groupe.

6.18. Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	6 567	6 684
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	6 640	7 085
Autres	316	-
Total des garanties données	13 523	13 769

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

7.1. Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 66,84% par EJ Barbier qui publie des états financiers annuels.

7.2. Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2012, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction inhabituelle, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. ABANDONS D'ACTIVITÉS

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 Retraité	30 juin 2011 Publié
EEl (note 8.1)	(88)	-	-
Nitrokemfor Services (note 8.2)	(12)	(101)	(101)
BFMS (note 8.3)	(325)	(194)	(194)
STIPS TI et ses filiales (note 8.4)	-	223	223
STSA (arrêt des activités Océan Indien)	82	(1 063)-	-
Résultat net des activités abandonnées	(343)	(1 035))	(72)

8.1. Arrêt des activités de EEI

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(88)	-
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(88)	-

8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(24)	(51)
Produits (charges) financiers, nets	17	(51)
Impôt sur les résultats	(5)	1
Résultat net des activités abandonnées	(12)	(101)

8.3. Arrêt des activités de BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Produit des activités ordinaires	-	41
Résultat opérationnel	(266)	(137)
Produits (charges) financiers, nets	(67)	(29)
Impôt sur les résultats	8	(28)
Résultat net des activités abandonnées	(325)	(194)

8.4 Liquidation de STIPS TI

Certaines opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaires de la société STIPS TI et de ces filiales, ont été classés en activités abandonnées.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011
Opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du groupe	-	223

Le 26 octobre 2011, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées au 30 juin 2012.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du groupe.

L'assignation devant le TGI de Thionville mentionnée ci dessus n'a pas connue d'évolution significative sur le semestre.

En revanche, au cours du premier semestre 2012, à la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten et STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ouverture de cette information judiciaire qui intervient après plusieurs années d'enquête conforte la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

8.5 Arrêt des activités Océan Indien

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2012	30 juin 2011 retraité	30 juin 2011 publié
Activités abandonnées			
Produit des activités ordinaires	1 071	681	-
Achats consommés	(260)	(320)	-
Autres achats et charges externes	(511)	(875)	-
Charges de personnel	(218)	(229)	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	(34)	(32)	-
Dotations et reprises de provisions	36	(277)	-
Autres produits et charges d'exploitation	(2)	(11)	-
Résultat opérationnel	82	(1 063)	-
Produits (charges) financiers, nets	-	-	-
Résultat avant impôt	82	(1 063)	-
Impôt sur les résultats	-	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités abandonnées	82	(1 063)	-

9. SOCIÉTÉS DU GROUPE

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Juin 2012	Déc. 2011
Filiales – Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
EPC France (ex Nitrochimie)	France	100,00	100,00
SOCCAP SAS (2)	France	0,00	100,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS)	France	100,00	100,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	100,00
DEMOSTEN	France	100,00	100,00
A.T.D. SAS	France	100,00	99,97
PRODEMO SAS	France	100,00	100,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS (2)	France	0,00	100,00
KINSITE SA (3)	France	0,00	100,00
EPC MINETEK EUROPE	France	100,00	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	99,75
EPC MINETECH	France	100,00	100,00
EPC ITALIA (ex SEI)	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EPC UK (ex EXCHEM Plc)	Grande Bretagne	91,84	91,82
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd	Grande Bretagne	91,84	91,82
BLASTING SERVICES Ltd	Grande Bretagne	91,84	91,82
MINEXPLO	Grande Bretagne	51,00	51,00
EPC MAROC (ex SCAM)	Maroc	99,97	99,97
MARODYN	Maroc	95,25	95,25
EPC BELGIQUE (ex DYNAMICHAINES)	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI) (1)	Portugal	100,00	100,00
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	100,00	100,00
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	60,00	60,00
EPC ESPANA (ex SILEX)	Espagne	100,00	100,00
EPC Deutschland (ex DEXPLO GmbH)	Allemagne	100,00	100,00
EPC POLSKA (ex EXPLOMINEX)	Pologne	100,00	100,00
EPC Romania (ex Gerominex)	Roumanie	90,30	90,30
EPC CeskaRepublika	Rép. Tchèque	97,46	97,46
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SERVICES (1)	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	100,00	100,00
EPC Sverige (ex SKANEXPLO AB)	Suède	100,00	100,00
EPC Norge (ex SKANEXPLO AS)	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES(1)	Burkina Faso	100,00	100,00
Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Juin 2012	Déc. 2011
EPC CAMEROUN	Cameroun	100,00	100,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES (CGPC)	Guinée	99,99	99,99
CORSE EXPANSIFS	France	73,24	73,24

NITRATES ET INNOVATION	France	100,00	100,00
EPC SENEGAL	Sénégal	100,00	100,00
EPC GABON	Gabon	100,00	100,00
SONOUVEX	France	100,00	100,00
EXPLOSIVA VAROR	Suède	100,00	100,00

Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	39,18	39,18

Coentreprises – Intégration proportionnelle

SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	50,00	50,00
EXOR	Grande Bretagne	45,92	45,91
NITROKEMINE	Guinée	50,00	50,00
KEMEK	Irlande	50,00	50,00
KEMEK US Limited	Irlande	50,00	50,00
MCS	Arabie Saoudite	40,00	40,00

Entreprises non consolidées

SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	28,11	28,11
SCI DE LA PAIX	France	25,00	25,00
SILEX SEGURIDAD	Espagne	99,97	99,97
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	30,00	30,00
CALEXPLO	Nvlle Calédonie	51,00	51,00
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	95,00	95,00

- (1) Ces sociétés sont présentées en activités abandonnées
(2) Ces sociétés ont été absorbées par EPC SA au cours du 1^{er} semestre 2012
(3) Cette société a été absorbée par EPC NC au cours du 1^{er} semestre 2012.

	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	47	17	30	50	20	30
Intégration proportionnelle	6	1	5	6	1	5
Mise en équivalence	2	-	2	2	-	2
Total des sociétés consolidées	55	18	37	58	21	37

10. ÉVÈNEMENTS POST CLOTURE

Néant



Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**

(Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris
France

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

(Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012)

Aux Actionnaires
SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES
61 rue Galilée
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 8.4 relative à l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire de Stips TI ;
- La note 3.3 relative au changement de méthode comptable suite à la qualification de la CVAE en impôt sur les bénéfices.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 31 août 2012

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ACE AUDIT

Hubert Toth
Associé

François Shoukry
Associé



Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand